



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Inondations

Question au Gouvernement n° 83

Texte de la question

INONDATIONS

Mme la présidente . La parole est à M. Philippe Fait.

M. Philippe Fait . Je m'associe à Frank Riester, député de Seine-et-Marne, où s'est produite une crue historique du Grand Morin, après le passage de la dépression Kirk, et à Jean-Luc Fugit, député du Rhône, pour vous interpeller sur les récentes inondations qui ont durement frappé de nombreuses communes, telles qu'Annonay, Givors, et Rive-de-Gier. Nous pouvons aisément mesurer le traumatisme des habitants de ces territoires sinistrés, pour lesquels l'état de catastrophe naturelle devra être rapidement reconnu car de nombreux concitoyens sont dans la détresse. Je pense aussi aux commerçants, aux agriculteurs, aux élus locaux, à tous les professionnels touchés. J'associe la représentation nationale pour remercier, ensemble, les forces de sécurité et de secours, les pompiers, la sécurité civile, tous ceux qui œuvrent pour protéger les populations et répondre à l'urgence. *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR ainsi que sur quelques bancs des groupes DR et HOR.)*

Ces événements, autrefois exceptionnels, s'inscrivent désormais dans une série noire d'épisodes climatiques intenses qui frappent notre pays de plus en plus régulièrement. Le Pas-de-Calais, que j'ai l'honneur de représenter avec Pauline Levasseur, n'a pas été épargné : il a connu des précipitations et des crues historiques l'hiver dernier. À la tête du Gouvernement, Gabriel Attal avait réagi promptement, se rendant sur place dès le jour de sa nomination, puis chaque mois afin de suivre l'avancée des dossiers *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR)*, comme vous l'avez fait il y a quelques jours dans la Loire, madame la ministre, ou comme l'a fait M. le Premier ministre depuis le centre opérationnel de gestion interministérielle des crises.

Malgré 250 millions d'euros débloqués par l'État et malgré l'engagement des collectivités, de nombreux travaux restent à réaliser, ce qui nourrit l'inquiétude des habitants, alors que l'hiver approche et qu'une nouvelle catastrophe est à craindre. Nommé rapporteur de la mission d'information sur l'adaptation de l'aménagement des territoires au changement climatique, j'ai déjà identifié des pistes grâce aux remontées du terrain. Quelles actions immédiates le Gouvernement compte-t-il déployer pour répondre aux attentes légitimes de nos concitoyens et renforcer l'adaptation de nos territoires face au dérèglement climatique, qui bouleverse nos vies, tant en métropole que dans les outre-mer ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et HOR.)*

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques. Comme vous, je suis élue du Pas-de-Calais. Avec ma suppléante, Pauline Levasseur, qui prend ses fonctions aujourd'hui et que je salue, nous sommes particulièrement touchées par les récents épisodes

répétés d'inondation qui ont affecté nos territoires.

Je remercie les services de l'État, les élus de la région et des territoires, qui n'ont pas ménagé leur peine pour reloger et réaliser les travaux d'urgence nécessaires pour faire face à la situation. Vous l'avez dit, plus de 250 millions d'argent public ont été mobilisés et plus de 500 opérations ont été réalisées. Je connais votre engagement sur le sujet de la prévention des risques et de l'adaptation au changement climatique, comme celui des députés Fugit et Riester ; j'étais également aux côtés du député Riester lors des inondations en Seine-et-Marne. Je salue à cette occasion la création d'une mission d'information parlementaire sur le sujet et votre nomination comme rapporteur.

Vous le savez, nous annoncerons un plan national d'adaptation au changement climatique dans les prochains jours. Son objectif sera de promouvoir des actions très concrètes pour prévenir les risques, développer les investissements et la culture du risque. Il n'y a pas que les inondations : nous devons également faire face aux canicules ou aux vents violents. L'objectif est de mettre à disposition des collectivités locales une boîte à outils qui leur permette de mieux se protéger.

C'est d'abord une question d'ingénierie, comme on l'a vu dans le Pas-de-Calais : prévoir, anticiper les inondations, savoir comment aménager les waterings et entretenir correctement les fossés pour que l'eau s'écoule au bon rythme, ni trop vite ni trop lentement, prévoir les zones d'expansion. Ensuite, il y a la question de la gouvernance : on l'a vu dans le Pas-de-Calais, nous avons besoin de rassembler encore mieux les acteurs, au juste niveau, dans les territoires. En outre, il y a évidemment une question de moyens, et je compte sur le Premier ministre pour accompagner les collectivités locales et l'État. Enfin, c'est une question de procédure : là aussi, nous avons innové dans le Pas-de-Calais et nous nous appuyons sur cette expérience... *(Mme la présidente coupe le micro de l'oratrice, dont le temps de parole est écoulé.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Fait](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (4^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 83

Rubrique : Collectivités territoriales

Ministère interrogé : Culture

Ministère attributaire : Culture

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 octobre 2024